

Relations de pouvoir et ambitions coercitives dans la mise en œuvre des politiques sociales en Tunisie

Saïda OUNISSI est doctorante en sociologie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sous la direction de Blandine Destremau. Sa thèse s'intitule « Relations de pouvoirs et ambitions coercitives dans la mise en œuvre des politiques sociales en Tunisie ». Elle a rejoint l'IRMC en tant que Boursière Moyenne Durée (BMD) entre octobre et novembre 2012.

Longtemps présentée comme un modèle de réussite à travers le monde arabe, la Tunisie s'est surtout illustrée par l'écart qui existe entre une image lisse de puissance moyenne et la fragilité d'un équilibre politique et social aggravée par l'exercice d'un pouvoir autoritaire pouvant être violent.

Après l'effondrement du système politique, à la suite de la fuite du président de la République, Zine el Abidine Ben Ali, le 14 Janvier 2011, il était intéressant de voir selon quelles modalités l'État a continué de fonctionner. Comment s'articule le principe fondamental de séparation entre l'idée d'État et le pouvoir et comment s'applique, finalement, le principe « Le Roi est mort, vive le Roi » en Tunisie, à l'époque contemporaine, *via* la question des politiques sociales.

Il s'agit de s'atteler à l'analyse de la mise en pratique des politiques sociales dans le domaine de la sécurité sociale, du planning familial et de la politique du logement en Tunisie. L'approche qui sera privilégiée a pour objectif d'identifier la

présence et le rôle des multiples acteurs, au sein de la hiérarchie entre l'État central et les régions dans le cadre du déploiement de l'action sociale de l'État.

Ce projet de recherche s'articule autour de la question de l'évolution de la légitimation de l'État en Tunisie par rapport à la mise en œuvre des politiques sociales. Quelle est l'implication de la société dans le processus décisionnel par rapport à la production des politiques publiques ? Comment s'impose la



© www.tunisiefocus.

légitimité de la violence symbolique¹ dans un État moderne ?

La démarche centrale consiste à tenter de saisir l'organisation et la solidification des bases du régime en analysant le processus d'application des dispositifs de sécurité sociale, mais aussi des politiques familiales et des politiques du logement. Nous comprenons la production des politiques publiques comme un mode de gestion de la question sociale. Nous nous

intéresserons plus particulièrement aux axes suivants :

- Les prestations sociales en matière de santé, de famille et de logement.
- La redistribution et la notion de contrepartie dans l'assujettissement.
- L'articulation entre impératifs nationaux (politiques d'ajustement structurel, réformes économiques liées à l'aide publique et aux emprunts internationaux) et politiques régionales
- La décentralisation et le clientélisme par rapport à notre sujet d'étude.

L'objet de cette thèse est lié aux politiques publiques en matière sociale dans le secteur de la sécurité sociale et de la santé.

Le sociologue Robert Castel suppose que « la protection sociale a joué un rôle majeur dans la construction d'un individu moderne, indépendant et libre² ». Il explique dans ce sens qu'elle a subi, comme d'autres programmes sociaux, des changements allant jusqu'à la remise en question du système de l'État³.

Cela nous amènera à nous questionner sur la promotion de l'action sociale par l'État, sur sa nature, sur le processus de prise de décision, mais également sur le clientélisme qui est pratiqué, notamment au niveau régional. Ainsi, peut-on qualifier l'État tunisien d'État patrimonial où la paix sociale et le maintien de l'ordre sont « achetés » en échange de droits sociaux ayant permis l'émergence et la consolidation d'une classe moyenne.

Saïda Ounissi



© mag14.com.

1. P. Bourdieu et J-C Passeron, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Éditions de Minuit, Paris, 1970.

2. Anne-Marie Guillemard (dir.), *Où va la protection sociale ?* Paris, Presses universitaires de France, Collection *Lien social*, 2008.

3. Houda Laroussi, *Le redéploiement du prêt sur gage dans une société en crise : Les mutations vers l'individualisation de la protection sociale*, Communication au colloque « Protection sociale, politiques sociales et solidarités ».